



Le Mans, le 15 novembre 2010

à Monsieur l'Inspecteur d'Académie
Directeur départemental
des services de l'Education

Monsieur L'Inspecteur d'Académie,

Nous n'assisterons pas à la conférence sur les rythmes scolaires du mardi 16 novembre.

En premier lieu, organiser cette réunion un mardi, après-midi, marque le peu de considération que vous portez aux enseignants et aux parents d'élèves, qui sont pourtant directement concernés par cette question. Cette "grande consultation nationale" ne serait-elle pas un simple rideau de fumée, les mesures étant déjà prévues à l'avance, permettant d'occulter que toutes les mesures prises par ce gouvernement visent à adapter le fonctionnement de l'école au dogme de la réduction de la dépense publique et aux suppressions d'emplois ? Par ailleurs, comment peut-on accorder un tant soit peu de crédibilité en matière d'organisation du temps scolaire à un gouvernement qui, sur ordre du Président de la République, a pris la pire des mesures en matière de rythmes scolaires, à savoir la mise en place de la semaine de 4 jours

Aussi, dans le contexte budgétaire actuel, nous ne voyons pas comment parler sérieusement de rythmes scolaires, alors que les suppressions massives de postes se poursuivent (-50 000 postes ces dernières années). Le débat sur les rythmes scolaires ne peut être isolé du reste de la politique éducative gouvernementale.

Le gouvernement s'apprête à laisser les enseignants devant des élèves jusqu'à 62, voire 67 ans et envoie de jeunes enseignants sans formation devant les classes. Tous les choix

gouvernementaux sont dictés par la seule règle de faire des économies budgétaires qui n'ont rien à voir avec "le bien être des élèves".

L'affichage d'objectifs de réussite pour la jeunesse n'est crédible que si l'Etat donne à l'Education Nationale les moyens nécessaires pour garantir l'égalité d'accès aux savoirs et à la formation.

En ce qui nous concerne, au sein de nos organisations respectives et/ou dans un cadre intersyndical, nous avons déjà mené cette réflexion, en y invitant nos collègues et nous avons eu maintes occasions de vous en faire part : la question des rythmes scolaires ne peut se traiter qu'à travers un cadrage national, qui remettrait l'intérêt de l'enfant au coeur du projet et en créant des conditions d'accueil, d'apprentissage, de vie, de transport qui soient respectueuses des enfants et des adolescents. Les travaux des chercheurs et des chronobiologistes sont des appuis incontournables mais tout cela a un coût bien évidemment ! C'est pourquoi, nous sommes et serons vigilants, à ce que toute mesure ou toute décision s'accompagne des moyens financiers indispensables au respect du principe d'égalité entre territoires.

C'est donc dans un contexte tout autre que celui dans lequel nous nous trouvons que nous pourrions (et souhaiterions) participer à la réflexion sur les rythmes scolaires. Dans l'état actuel des choses, ce serait accepter de cautionner l'orientation actuelle du Ministère, ce que nous refusons.

Veuillez croire Monsieur l'Inspecteur d'Académie en notre profond attachement à un service d'éducation, public, laïque, gratuit et de qualité.

Bernard Lebrun, secrétaire départemental de la FSU
Nadège Bourdais, secrétaire départementale de l'UNSA Education
Gwenaël Le Guevel, secrétaire départemental du SGEN-CFDT
Lucien Romy, secrétaire départemental de la CGT-Education,
Emmanuel Culerier, secrétaire départemental de SUD-Education